



Compte rendu sommaire de décision

DEC 25-H9

à l'égard de

Demandeur Denison Mines Corp.

Objet Demande de permis de préparation de
l'emplacement et de construction visant le
projet Wheeler River

Dates de 8 octobre 2025
l'audience 8 au 11 décembre 2025
publique

Date du 18 février 2026
compte rendu
sommaire de
décision

COMPTE RENDU SOMMAIRE DE DÉCISION – DEC 25-H9

Demandeur : Denison Mines Corp.

Adresse du demandeur : 345, 4^e Avenue South, Saskatoon
(Saskatchewan) S7K 1N3

Objet : Demande de permis de préparation de l'emplacement et de construction visant le projet Wheeler River

Évaluation environnementale commencée le : 15 mai 2019

Demande de permis reçue le : 4 juillet 2023

Dates de l'audience publique Partie 1 : 8 octobre 2025
Partie 2 : du 8 au 11 décembre 2025

Lieu de l'audience publique : Partie 1 : 140, promenade du Portage, Gatineau (Québec)
et virtuellement (sur Zoom)
Partie 2 : Hôtel Sheraton Cavalier Saskatoon,
612, croissant Spadina East, Saskatoon (Saskatchewan)
et virtuellement (sur Zoom)

Date du compte rendu sommaire de décision : 18 février 2026

Formation de la Commission : P. Tremblay
A. Hardie
V. Remenda

Registraire adjoint : J. Samson
Rédactrice du compte rendu : M. McMillan
Avocate de la Commission : A. Mazur

Représentants du demandeur		Document(s)
D. Cates	Président et directeur général	CMD 25-H9.1 CMD 25-H9.1A CMD 25-H9.1B CMD 25-H9.1C CMD 25-H9.1D CMD 25-H9.1E
J. Switzer	Vice-présidente, Environnement, durabilité et réglementation	
C. Inglis-McQuay	Directrice, Durabilité	
K. Kent Drewes	Directrice principale et consultante - Intergroup	
E. Haack	Spécialiste principale de l'environnement, directrice de l'évaluation – Ecometrix	
P. Martin	Ingénieur principal en environnement, hydrogéologie et modélisation des eaux souterraines	
B. Holaday	Métallurgiste principal	
D. Johnson	Expert-conseil, Exploitation minière et modélisation des champs de captage	
C. Sorba	Vice-président, Services techniques, évaluation de projet et exploration	
K. Himbeault	Vice-président, Opérations	
B. Fraser	Directeur principal, consultant principal – Ecometrix	
R. Parker	Directeur, Division de l'évaluation des risques environnementaux	
R. Millen	Avocat, Blake, Cassels & Graydon LLP	

Personnel de la CCSN		Document(s)
K. Campbell	Directrice générale, Direction de la réglementation du cycle et des installations nucléaires (DRCIN)	CMD 25-H9 CMD 25-H9.A CMD 25-H9.B CMD 25-H9.C CMD 25-H9.D CMD 25-H9.E
K. Gorzkowski	Agent de projet principal, Division des mines et des usines de concentration d'uranium, DRCIN	
S. Boser	Agente principale en politiques, Division de la consultation et de la mobilisation des Autochtones, Direction de la planification stratégique (DPS)	
J. McKeown	Chef d'équipe, régions de l'ouest et du nord, Division de la consultation et de la mobilisation des Autochtones, DPS	
P. Burton	Conseiller stratégique, Bureau de la directrice générale, DRCIN	
M. Fabian Mendoza	Directrice, Division de l'évaluation des risques environnementaux, Direction de l'évaluation et de la protection environnementales et radiologiques (DEPER)	
J. Way	Agente d'examen environnemental, Division de l'examen environnemental, DEPER	
V. Sesin	Agente en évaluation des risques environnementaux, Division de l'évaluation des risques environnementaux, DEPER	
A. Levine	Directeur, Division de la consultation et de la mobilisation des Autochtones, DPS	
S. Gill	Agent de projet, Division des grands projets et du soutien stratégique, DRCIN	
J. Thelen	Directeur, Division des grands projets et du soutien stratégique, DRCIN	

Q. Zheng	Spécialiste technique en géoscience, Division de l'évaluation des risques environnementaux, DEPER	
R. Lane	Spécialiste du rayonnement et des sciences de la santé, Division des sciences de la santé et de la conformité environnementale, DEPER	
C. Dodkin	Spécialiste en radioprotection, Division de la radioprotection, DEPER	
R. Froess	Agent d'examen environnemental, Division de l'examen environnemental, DEPER	
T. Tarekegn	Agent en évaluation géoscientifique, Division de l'évaluation des risques environnementaux, DEPER	
J. Lam	Spécialiste des programmes environnementaux, Division des sciences de la santé et de la conformité environnementale, DEPER	
R. Tennant	Directeur, Division des programmes de gestion des urgences, Direction de la sécurité et des garanties (DSG)	
B. Holland	Conseiller en communications, Division des communications organisationnelles et réglementaires, Direction des communications stratégiques (DCS)	
S. Longo	Agente en évaluation des risques environnementaux, Division de l'évaluation des risques environnementaux, DEPER	
M. Yu	Agente en évaluation des risques environnementaux, Division de l'évaluation des risques environnementaux, DEPER	
C. Dodkin	Spécialiste, Division de l'évaluation des risques environnementaux, DEPER	
P. Bourassa	Directrice, Division de la non-prolifération et des contrôles à l'exportation, DSG	
D. Beaton	Directrice générale, DEPER	

Intervenants	
Voir l'annexe A	

Autres représentants du gouvernement	
Ministère de l'environnement de la Saskatchewan : W. Kotyk, C. Piper, T. Charabin et J. Dereniwski Saskatchewan Health Authority : D. Sampson et A. Silveira Ministère des Relations et de la Sécurité en milieu de travail de la Saskatchewan : D. Rezansoff Environnement et Changement climatique Canada : C. Ruiu Santé Canada : C. Dutchak Transports Canada : J. Barker Ressources naturelles Canada : M. Abramson Pêches et Océans Canada : C. James	

<p align="center">Décision en vertu de l'article 5 de la LCEE 2012 :</p> <p align="center">Le projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs importants sur l'environnement</p> <p align="center">Permis : Délivré</p>	
--	--

Table des matières

1.0	INTRODUCTION	1
2.0	DÉCISION.....	3
	Annexe A – Intervenants	A

1.0 INTRODUCTION

1. Le 4 juillet 2023, Denison Mines Corp. a présenté à la Commission canadienne de sûreté nucléaire¹ (CCSN), en vertu du paragraphe 24(2) de la [Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires](#)² (LSRN), une demande pour obtenir un permis de préparation de l'emplacement et de construction visant son [projet Wheeler River](#). Le site du projet se trouve dans le bassin d'Athabasca dans le nord de la Saskatchewan, à environ 600 kilomètres au nord de Saskatoon. Le projet se trouve sur le territoire visé par le Traité historique n° 10, sur le territoire de la patrie métisse et sur les territoires traditionnels des Denesųliné, des Cris et des Métis.
2. Le projet proposé consiste en une mine et une usine de concentration d'uranium qui auraient pour objectif d'extraire et de traiter l'uranium du gisement Phoenix, un gisement d'uranium à haute teneur découvert par Denison en 2008. Il s'agirait de la première mine d'uranium au Canada à utiliser la méthode de récupération *in situ* (RIS)³.
3. Denison demande un permis visant la préparation de l'emplacement et la construction d'une mine et d'une usine de concentration d'uranium, ainsi que l'autorisation de posséder, d'utiliser et d'entreposer des substances nucléaires et des appareils à rayonnement pour les activités connexes. Un permis de préparation de l'emplacement et de construction n'autoriserait pas l'exploitation de l'installation.
4. Le projet est assujéti à une évaluation environnementale (EE) en vertu de la [Loi canadienne sur l'évaluation environnementale \(2012\)](#)⁴ (LCEE 2012). L'EE a débuté le 15 mai 2019, après que Denison ait présenté sa description du projet. La CCSN est l'autorité responsable de l'EE en vertu de la LCEE 2012, et la Commission doit rendre une décision sur l'EE avant de rendre une décision de permis en vertu de la LSRN⁵.
5. Le présent compte rendu sommaire de décision expose la décision de la Commission à l'égard de la demande de permis de préparation de l'emplacement et de construction visant le projet. Les motifs détaillés de la décision de la Commission seront présentés dans un compte rendu de décision détaillé qui sera publié à une date ultérieure.

¹ On désigne la Commission canadienne de sûreté nucléaire comme « la CCSN » lorsqu'on renvoie à l'organisation et à son personnel en général, et comme « la Commission » lorsqu'on renvoie à la composante tribunal.

² *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*. L.C. 1997, ch. 9.

³ La méthode RIS consiste à injecter une solution minière directement dans le corps du minerai. La solution dissoudrait l'uranium pour créer une solution contenant de l'uranium qui serait ensuite pompée à la surface pour être transformée en poudre d'octoxyde de triuranium (U₃O₈).

⁴ L.C. 2012, ch. 19, art. 52.

⁵ En août 2019, la [Loi sur l'évaluation d'impact](#) (LEI) est entrée en vigueur, remplaçant la LCEE 2012. L'article 182 de la LEI comprend des dispositions transitoires qui stipulent que les évaluations environnementales de projets désignés commencées sous le régime de la LCEE 2012, et pour lesquelles la CCSN est l'autorité responsable, se poursuivront sous le régime de la LCEE 2012 si aucune déclaration n'a été remise avant la date d'entrée en vigueur de la LEI.

Questions à l'étude

6. Conformément à l'article 52 de la LCEE 2012, la Commission doit décider si, compte tenu de l'application des mesures d'atténuation qu'elle juge appropriées, le projet est susceptible d'entraîner des effets négatifs importants sur l'environnement, tels que définis aux paragraphes 5(1) et (2) de la LCEE 2012.
7. Si la Commission détermine que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs importants sur l'environnement, elle pourra alors envisager l'examen de la demande de permis, au titre de la LSRN.
8. Conformément aux alinéas 24(4)a) et b) de la LSRN, pour délivrer le permis de préparation de l'emplacement et de construction, la Commission doit être d'avis que :
 - a) Denison est compétente pour exercer les activités qui seront autorisées par le permis;
 - b) Denison prendra, dans le cadre de ces activités, les mesures voulues pour préserver la santé et la sécurité des personnes, pour protéger l'environnement, pour maintenir la sécurité nationale et pour respecter les obligations internationales que le Canada a assumées.
9. En tant que mandataire de la Couronne, la Commission reconnaît son rôle dans le respect des obligations constitutionnelles de la Couronne, ainsi que dans la promotion de la réconciliation avec les peuples autochtones du Canada. Les responsabilités de la Commission comprennent l'obligation de consulter les Autochtones et, le cas échéant, de prendre des mesures d'accommodement à l'égard de leurs intérêts lorsque la Couronne envisage une mesure qui pourrait avoir des répercussions sur leurs droits ancestraux ou issus de traités⁶.
10. La Commission doit déterminer si l'obligation de consulter est déclenchée, et dans l'affirmative, si cette obligation a été remplie. Cette détermination, portant sur les conditions à remplir pour satisfaire à l'obligation de consulter, est éclairée par les principes et les dispositions de la [Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#)⁷ (DNUDPA), en raison de son adoption dans le droit canadien par l'entremise de la [Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#)⁸ (LDNU)⁹.

⁶ *Nation Haïda c. Colombie-Britannique (Ministre des Forêts)*, 2004 CSC 73; *Première Nation Tlingit de Taku River c. Colombie-Britannique (Directeur d'évaluation de projet)*, 2004 CSC 74.

⁷ Nations Unies. *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, septembre 2007.

⁸ L.C. 2021, ch. 14

⁹ *Première Nation de Kebaowek c. Laboratoires Nucléaires Canadiens*, 2025 CF 319.

Audience publique

11. Le 27 février 2025, la Commission a publié à l'égard de cette demande un [avis d'audience publique et de financement des participants](#)¹⁰ qui sollicitait le dépôt de demandes d'intervention avant le 24 octobre 2025. La Commission a, par la suite, publié deux avis révisés. Le premier, publié le [19 août 2025](#)¹¹, précisait le lieu de la partie 1 de l'audience. Le second, publié le [12 novembre 2025](#)¹², précisait le lieu et les dates de la partie 2 de l'audience, et énonçait clairement le fait que l'objet et la portée de l'audience incluaient les obligations de la Commission en tant que mandataire de la Couronne.
12. Pour examiner la demande de Denison, le président de la Commission a établi une formation de la Commission, qu'il a présidée, et qui était également composée des commissaires Andrea Hardie et Victoria Remenda (Ph. D.)¹³.
13. L'audience s'est déroulée conformément aux [Règles de procédure de la Commission canadienne de sûreté nucléaire](#)¹⁴. Au cours de l'audience publique en deux parties, la Commission a examiné les mémoires et entendu les exposés oraux de Denison, du personnel de la CCSN et de 27 intervenants¹⁵. L'interprétation était offerte en anglais, en français, en déné et en cri. L'audience a été diffusée en direct sur le site Web de la CCSN, et les archives vidéo peuvent être consultées sur le [site Web de la CCSN](#).
14. Dans le cadre de l'audience, la Commission a tenu des séances à huis clos, conformément aux Règles, afin d'entendre les connaissances autochtones confidentielles des Nations et communautés autochtones.

2.0 DÉCISION

15. La Commission a déterminé que les décisions relatives à l'EE et à la délivrance d'un permis ont déclenché l'obligation de consulter les détenteurs de droits suivants¹⁶ et, le cas échéant, de prendre des mesures d'accommodement à leur égard :
 - Première Nation d'English River
 - Association locale n° 9 des Métis de Kineepik
 - Bureau des terres et des ressources de Ya'thi Néné
 - Nation métisse de la Saskatchewan
 - Bande indienne de Lac La Ronge

¹⁰ CCSN. *Avis d'audience publique et de financement des participants*, 27 février 2025.

¹¹ CCSN. *Avis révisé d'audience publique et de financement des participants*, 19 août 2025.

¹² CCSN. *Avis révisé d'audience publique*, 12 novembre 2025.

¹³ Conformément à l'article 22 de la LSRN.

¹⁴ *Règles de procédure de la Commission canadienne de sûreté nucléaire*, DORS/2000-211.

¹⁵ Une liste des participants à l'audience et des mémoires soumis dans le cadre de l'audience figure à l'annexe A du présent compte rendu de décision.

¹⁶ Le Bureau des terres et des ressources de Ya'thi Néné, la Nation métisse de la Saskatchewan et le Grand conseil de Prince Albert sont des organisations autochtones qui représentent les détenteurs de droits.

- Nation des Cris de Peter Ballantyne
 - Nation dénée de Birch Narrows
 - Grand conseil de Prince Albert
16. La responsabilité de la Commission de préserver l'honneur de la Couronne et son obligation juridique de consulter les Autochtones et, s'il y a lieu, de prendre des mesures d'accommodement à l'égard de leurs intérêts, conformément à l'article 35 de la [Loi constitutionnelle de 1982](#)¹⁷, ont été satisfaites. La Commission estime que les mesures prises et celles proposées satisfont à l'obligation de consulter et, le cas échéant, d'accommoder les intérêts des Nations et communautés autochtones susmentionnées.
17. La Commission conclut également que le projet Wheeler River n'est pas susceptible d'entraîner des effets négatifs importants sur l'environnement, tels que définis aux paragraphes 5(1) et 5(2) de la LCEE 2012, compte tenu des mesures d'atténuation et des mesures de surveillance et de suivi proposées.
18. Elle est également d'avis que Denison est compétente pour exercer les activités que le permis autorisera et que, dans l'exercice de ces activités, Denison prendra les mesures voulues pour préserver la santé et la sécurité des personnes, protéger l'environnement, maintenir la sécurité nationale et respecter les obligations internationales que le Canada a assumées.
19. Compte tenu de ce qui précède, la Commission délivre à Denison un permis de préparation de l'emplacement et de construction pour une période de 5 ans. Le permis, UML-MINEMILL-WHEELER.00/2031, est valide du 18 février 2026 au 28 février 2031.
20. La Commission délivre le permis tel que proposé par le personnel de la CCSN à l'annexe A du CMD 25-H9.D, avec les changements suivants :
- L'activité autorisée IV)a) est modifiée comme suit (la modification n'a pas d'impact sur la formulation de la version française, donc seule la modification à la version anglaise est présentée), passant de :
prepare site and construct a nuclear facility (hereinafter, "the facility") for the mining of uranium ore and the production of uranium concentrate at a site known as the Wheeler River Project in the province of Saskatchewan, as defined in appendix A to this licence
à
*prepare **a site for** and construct a nuclear facility (hereinafter, "the facility") for the mining of uranium ore and the production of uranium concentrate at a site known as the Wheeler River Project in the province of Saskatchewan, as defined in appendix A to this licence*

¹⁷ Loi constitutionnelle de 1982, Annexe B de la Loi de 1982 sur le Canada (R.-U.), 1982, ch. 11.

- La condition de permis 16.1 est supprimée.
- La condition de permis G.3 est modifiée comme suit, passant de :

Le titulaire de permis tient à jour, pour le déclassement, une garantie financière jugée acceptable par la Commission.

à

*Le titulaire de permis **met en place et** tient à jour, pour le déclassement, une garantie financière jugée acceptable par la Commission.*

21. La Commission délègue ses pouvoirs aux membres du personnel de la CCSN suivants aux fins des conditions de permis 3.2 et 14.1 :
 - directeur, Division des mines et des usines de concentration d'uranium
 - directrice générale, Direction de la réglementation du cycle et des installations nucléaires
 - premier vice-président et chef de la réglementation des opérations, Direction générale de la réglementation des opérations
22. La Commission accepte la garantie financière proposée par Denison au montant de 42,7 millions de dollars sous forme d'un cautionnement, dont la province de la Saskatchewan est le bénéficiaire. La Commission comprend que cette garantie financière sera mise en œuvre en 2 étapes et atteindra son plein montant au cours de la deuxième année de la période d'autorisation du permis de préparation de l'emplacement et de construction. Elle demande à Denison de fournir à la CCSN l'instrument final de la garantie financière dans les 60 jours suivant la présente décision.
23. Avec cette décision, Denison est tenue de mettre en œuvre tous les engagements décrits dans son *Registre des engagements* et dans le CMD 25-H9.1D qui relèvent du mandat de la CCSN. Denison doit également remplir les 5 conditions de l'EE et s'acquitter des 8 engagements réglementaires en matière d'autorisation proposés par le personnel de la CCSN à l'annexe D du CMD 25-H9.
24. Avec cette décision, la Commission demande au personnel de la CCSN de respecter ses engagements envers les Nations et communautés autochtones, tels qu'ils sont énoncés au paragraphe 15, notamment :
 - s'acquitter des engagements du personnel de la CCSN envers la Première Nation d'English River, l'Association locale n° 9 des Métis de Kineepik, le Bureau des terres et des ressources de Ya'thi Néné et la Nation métisse de la Saskatchewan, comme ils sont décrits à la section 4.4 de leurs évaluations des répercussions sur les droits respectives
 - poursuivre les activités de consultation, de collaboration et de partage d'information avec la Bande indienne de Lac La Ronge, la Nation des Cris de

Peter Ballantyne, la Nation d'Indienneté de Birch Narrows et le Grand conseil de Prince Albert

- inclure la Bande indienne de Lac La Ronge, la Nation des Cris de Peter Ballantyne et la Nation d'Indienneté de Birch Narrows dans les activités de surveillance environnementale de la CCSN liées au projet
25. La Commission demande au personnel de la CCSN de lui rendre compte chaque année de l'état d'avancement des engagements qu'il a pris et des activités permanentes de consultation.
26. La Commission demande également au personnel de la CCSN d'inclure une mise à jour sur le rendement de Denison à l'égard du projet dans le cadre de son rapport périodique sur les mines et usines d'uranium. Cette mise à jour devrait inclure des renseignements sur la mobilisation permanente de Denison auprès des Nations et communautés autochtones. La Commission donne instruction au personnel de la CCSN de l'informer, dans le cadre de ses rapports, de toute modification apportée au manuel des conditions de permis. Le personnel de la CCSN peut, au besoin et en tout temps, porter toute question à l'attention de la Commission.
27. Les motifs détaillés de la décision de la Commission, ainsi que son examen des renseignements versés au dossier dans le cadre de la présente séance, seront expliqués dans un compte rendu de décision détaillé qui sera publié à une date ultérieure.

Document original en anglais signé le 18 février 2026.

Pierre F. Tremblay
Président
Commission canadienne de sûreté nucléaire

Date

Annexe A – Intervenants

Intervenants – Exposés oraux	Document(s)
Nation dénée de Birch Narrows, représentée par le chef J. Sylvestre, K. Kempton, T. Moberly, R. Laprise et R. Laprise	CMD 25-H9.2 CMD 25-H9.2A CMD 25-H9.2B
Bande indienne de Lac La Ronge, représentée par T. Roberts	CMD 25-H9.3 CMD 25-H9.3A
Inter-Church Uranium Committee Educational Co-Operative, représentée par K. Weingeist	CMD 25-H9.8
Stephen Lawrence	CMD 25-H9.11 CMD 25-H9.11A
Victoria Obedkoff	CMD 25-H9.12
Saskatchewan Environmental Society et Projet pour la transparence nucléaire, représentés par C. Chubb	CMD 25-H9.14 CMD 25-H9.14A
Bureau des terres et des ressources de Ya'thi Néné, représenté par A. Disain, M. MacDonald, l'ainé F. Throassie, L. Bougie-Still, B. Hanbidge, D. Kellett et G. Schmidt	CMD 25-H9.15 CMD 25-H9.15A
Peter Prebble	CMD 25-H9.16
Nation des Cris de Peter Ballantyne, représentée par T. Merasty, B. Merasty et D. Redman	CMD 25-H9.17
Le maire Laliberté pour le village nordique de Beauval, représenté par R. Laliberté	CMD 25-H9.20 CMD 25-H9.20A
Première Nation d'English River, représentée par C. Hunt	CMD 25-H9.21
Society of High Prairie Regional Environmental Action Committee, représentée par J. Asterisk	CMD 25-H9.22
Association locale n° 9 des Métis de Kineepik, représentée par M. Natomagan, R. Smith, l'ainé H. Smith, l'ainé E. Natomagan, D. Georges et G. Smith	CMD 25-H9.23 CMD 25-H9.23A
Regroupement pour la surveillance du nucléaire, représenté par G. Edwards	CMD 25-H9.27
Nation métisse de la Saskatchewan, représentée par B. Larocque, B. Angus et H. Burnouf	CMD 25-H9.29 CMD 25-H9.29A CMD 25-H9.29B

Intervenants – Mémoires	Document(s)
Saskatchewan Mining Association	CMD 25-H9.4
Nancy Covington	CMD 25-H9.5
Carola Giudicelli	CMD 25-H9.6
Susan O'Donnell	CMD 25-H9.7
Des Nedhe Group	CMD 25-H9.9
D ^{re} Catherine Vakil	CMD 25-H9.10
Orano Canada Inc.	CMD 25-H9.13
Primrose Development Limited Partnership	CMD 25-H9.18
Mines Alerte Canada	CMD 25-H9.19
Association nucléaire canadienne	CMD 25-H9.24
Northwatch	CMD 25-H9.26
Groupe de travail sur la justice écologique du Comité Justice, mission et sensibilisation, L'Église unie du Canada, Régions de l'Est	CMD 25-H9.28